

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18149 - 71ÈME ANNÉE

La CGPER annonce un accord-cadre de 6 ans avec l'État

Filière canne-sucre : la pression continue de monter

La CGPER tenait hier une conférence de presse à Bras-Panon pour faire le point sur les dernières discussions relatives à la future Convention canne. Le syndicat a annoncé un accord-cadre avec l'État rappelant le soutien durable de Paris à la filière canne. Ce document n'est pas la Convention canne. Il ne garantit pas un prix de la canne fixe et au-dessus du cours mondial pour les 6 ans à venir. Tout dépendra des discussions qui doivent commencer avec l'industriel Tereos, propriétaire des deux dernières usines sucrières de La Réunion.



Hier à Bras-Panon, conférence de presse lors d'une réunion de planteurs de la CGPER.

Dans un peu plus de deux semaines, le Premier ministre arrive à La Réunion. Pour la CGPER, Manuel Valls doit s'engager pour la filière canne. La venue du chef du gouvernement aura lieu

dans un contexte particulier. En 2017, c'est la fin du quota sucrier et du prix garanti. Le sucre produit par Tereos à Bois-Rouge et au Gol sera face à la concurrence européenne, et devra aussi se confronter aux pays avec qui l'Europe a signé

des accords commerciaux. Le sucre réunionnais a un coût de production plus élevé que ses concurrents. Pour compenser, la filière demande qu'à l'aide d'État actuelle de 90 millions d'euros s'ajoute une subvention supplémentaire de 38 millions



Vue de la tribune. À un peu plus d'un mois de la coupe, toujours pas de prix de la canne. Les planteurs sont toujours mobilisés.

d'euros à partir de 2017. Le 21 août dernier, le président de la République avait dit soutenir cette revendication. François Hollande avait aussitôt précisé que la décision ne dépendait pas de la France, mais de l'Europe. 9 mois plus tard, la France n'a toujours pas transmis de demande à l'Union européenne, il est donc certain que la prochaine campagne sucrière débutera sans que la décision finale soit connue.

Le prix de la canne pas encore fixé

La campagne 2015 doit précisément ouvrir un nouveau cycle. Le prix de la canne payé par l'usinier au planteur, et la répartition des aides de l'État sont fixés dans un document appelé Convention canne. À un peu plus d'un mois du début de la coupe, la Convention n'est toujours pas signée. Le prix de la canne n'est donc pas connu, c'est l'incertitude et l'inquiétude pour les planteurs.

À l'initiative de l'Alliance et du PCR, les élus de la Région et du Conseil départemental ont adopté à l'unanimité une motion déclarant leur solidarité avec la filière canne-sucre. Le PCR a proposé peu après que les collectivités viennent garantir les 38 millions promis par l'État selon cette répartition : 15 millions pour la Région, 15 millions pour le Conseil départemental, 8 millions pour l'ensemble des 24 communes. C'est dans ce contexte que la CGPER a tenu hier sa conférence de

presse.

Le préfet a rencontré la CGPER

Jean-Yves Minatchy, président de la CGPER, explique qu'il a eu trois rencontres avec les représentants de Tereos et de la DAF. « Samedi, le préfet a souhaité nous rencontrer, nous avons eu une heure et demie de discussion », précise Jean-Yves Minatchy. « La semaine dernière, le préfet a eu le mandat pour négocier la Convention canne ».

Au cours de cette rencontre, le préfet a dit « nous aurons un accord-cadre pour 6 ans ». Ce propose notamment une réactualisation au cours des 6 années, qui n'aura lieu que si elle permet d'augmenter les revenus des planteurs, indique la CGPER, pour faire face à la hausse des prix des intrants notamment.

Jean-Yves Minatchy a aussi fait part du contenu de quelques échanges avec préfet. La CGPER demande que le prix plancher de la recette bagasse soit élevé à 13 euros par tonne de canne livrée. « Le préfet est d'accord », dit le président de la CGPER. L'ICHN (Indemnité compensatrice des handicaps naturels) augmentera de 14 %. La CGPER souhaite que l'ICHN concerne aussi les zones irriguées.

L'aide à la replantation de la canne sera de 500 euros par hectare, financée par le FEADER.

« Le préfet n'est pas contre une richesse plancher, il reste à en dé-

battre avec Tereos », ajoute le responsable syndical.

Au sujet de l'aide supplémentaire de 38 millions d'euros, la CGPER demande qu'elle ne bénéficie pas uniquement aux industriels, mais aussi aux planteurs.

Les discussions doivent commencer avec Tereos

La prochaine visite du Premier ministre a aussi été abordée lors de l'échange entre la CGPER et le représentant de l'État. « Le préfet a aussi confirmé que le Premier ministre va confirmer que l'État s'inscrit dans une perspective durable, dans la confiance, avec cet accord-cadre jusqu'en 2021 », dit Jean-Yves Minatchy tout en rappelant que l'accord-cadre est différent d'une Convention-canne.

Pour résumer, la CGPER a « la garantie du préfet que Manuel Valls va confirmer qu'il n'y a aucun souci ». Jean-Yves Minatchy dit que, en principe, la Commission européenne accordera à la France le droit d'augmenter de 38 millions d'euros la subvention versée à partir de 2017. Il affirme aussi que l'industriel est prêt à s'engager pour 6 ans sur un prix fixe de la canne.

C'est donc à partir de maintenant que vont commencer « les réunions de travail avec Tereos sur l'avenir de la filière canne », indique le syndicaliste.

La CGPER demande une augmentation du prix de base qui est de 39,09 euros pour une tonne de cannes de richesse 13,8. Ce prix n'a pas changé depuis 20 ans. Le syndicat veut aussi que la richesse plancher soit de 12,50.

Concernant l'implication des collectivités, le syndicat souhaite la création d'une instance regroupant les collectivités, ce serait un Pôle agricole « pour gérer tout le monde agricole ».

Il reste donc quelques semaines pour arriver à une Convention canne, faute de quoi il ne sera pas possible de lancer la campagne sans connaître le prix à laquelle le planteur vendra sa canne à Tereos.

M.M.

Edito

L'ère du sondage ou bien tentative de déviation

La Réunion aura son lot de sondages d'opinion mensuelle. Dans un Département "socialement hors norme", c'est ce qu'on a trouvé de mieux pour abrutir les gens. On aurait pu croire que ce seraient les projets politiques et les propositions de sorties de crise qui méritaient l'attention des rédactions des médias, et créaient des débats afin d'éclairer les citoyens sur les enjeux et les responsabilités.

Hélas, aucun sondage sur les analyses, les thèmes de société et les échéances incontournables. Du coup, l'opinion ignore les positions des personnes médiatisées, ni sur la prochaine coupe des cannes et l'avenir de la filière, ni sur l'octroi de mer qui est remis en cause dans 5 ans, ni sur la diminution des émissions de CO₂, etc. Où sont les dizaines de milliers de logements, les dizaines de milliers d'emplois, etc Et, au bout, on appelle cela des élections "libres" alors que celles-ci sont, au contraire, encadrées par une chape de plomb.

Ceci est tellement vrai que lors du dernier passage de Paul Vergès à Réunion 1ere, il avait interrogé deux responsables médiatiques sur le nombre d'habitants à Madagascar, actuellement. L'un des rédacteurs s'est hasardé en annonçant 4-5 millions ; l'autre a préféré botté en touche. Les 2 avaient tort car sa population de Mada-

gascar se monte à 24 millions actuellement et va vers 50 millions dans une génération. Comment deux responsables politiques de leurs médias sont-il si peu instruits ? Ont-ils tiré les enseignements de leur ignorance ? Comment peuvent-ils maintenir la population dans cette ignorance ?

C'est bien comme ça que des populations cherchent, meurent et d'autres apparaissent.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Podemos en tête à Barcelone et en passe de diriger Madrid

Espagne : les partis émergents remportent les élections

Les Espagnols étaient appelés aux urnes, ce dimanche, pour les municipales et les régionales. La nouveauté cette année est la montée du parti antilibéral, Podemos, qui confirme sa troisième place sur l'échiquier politique.



Pablo Iglesias, secrétaire général de Podemos, lors d'un meeting à Madrid. La liste soutenue par Podemos est arrivée en seconde position dans la capitale de l'Espagne, elle peut diriger une coalition majoritaire.

Les Espagnols ont lancé un signal clair aux partis traditionnels, il s'agit pour NNN d'un « changement radical », dans un pays où plus de 23 % de la population est sans emploi, près de 30 % des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, la précarisation de la société s'accroît.

La situation extrêmement tendue est souvent dénoncée par les Espagnols, lors de mobilisations contre la rigueur. Beaucoup d'Espagnols dénoncent les politiques d'austérité instaurées depuis 2009, par les gouvernements successifs, faisant payer un peu plus chaque année les classes moyennes et les pauvres.

Un tournant politique

Le Parti populaire (PP, conservateur) du chef du gouvernement, Mariano Rajoy, a perdu 11 points par rapport à 2011, ce qui représente près de 2,5 millions de voix en moins. Les socialistes du PSOE n'en mènent pas large, avec 25,1 %. Ces résultats dessinent un scénario politique radicalement nouveau : fragmentation extrême, gouvernements sans majorités et fin du bipartisme conservateur-socialiste.

Le bipartisme instauré entre le PP et le PSOE est désormais révolu, les

pays voit émerger de nouvelles forces politiques, tels que Ciudadanos (« Citoyens », centre) et Podemos (« Nous pouvons », gauche radicale). Certains médias parlent de « séisme », de « tremblement de terre », de « changement radical », mais il est certain qu'après la Grèce, avec Syriza, les partis radicaux de gauche ont la cote en Europe du Sud, alors qu'à contrario, dans le Nord, ce sont les partis d'extrêmes droite qui prennent la main. Un contraste édifiant, qui pourrait s'expliquer par l'application stricte des politiques d'austérité dans les pays du Sud.

L'hégémonie du Parti Populaire a éclaté pour le quotidien espagnol El



À Barcelone, Saragosse ou Madrid, l'indignation contre l'austérité des socialistes et de la droite s'est transformée en expression politique.

País, qui met en exergue un bouleversement politique dans le pays. Le parti de Mariano Rajoy devra sceller des alliances s'il veut rester au pouvoir, mais la position des partis émergents restent encore incertaine.

Pour le journal, la chute du PP est « symptomatique d'un changement profond que vit le pays et que le gouvernement n'a pas été capable de détecter ». Parmi les nouveaux venus, Ada Colau, leader de la résistance de la rue contre les expulsions immobilières. Considérée comme l'héroïne des pauvres, liée à Podemos, à l'instar de Manuela Carmena, proche des mouvements indignés.

De son côté, le journal de centre-droit El Mundo, a évoqué un « changement politique aux dépens du PP », soulignant que « la forte irruption » de Podemos et « la notable ascension de Ciudadanos », le parti de centre-droit, montrent que « le panorama politique espagnol est entré dans une nouvelle phase » à quelques mois des législatives.

Madrid et Barcelone entre les mains de Podemos

Les deux principales villes du pays sont désormais entre les mains des deux femmes. D'un côté, Ada Colau, 41 ans, fondatrice de la plateforme de victimes d'hypothèques, qui milite contre les expulsions immobi-

lières et de l'autre, Manuela Carmena, 71 ans, ancienne militante communiste.

A Barcelone, la liste de la militante Ada Colau est arrivée en tête, devant celle du maire sortant, nationaliste conservateur Xavier Trias. Cette dernière a obtenu 25,2 % des voix, soit 11 sièges contre 10 pour celui-ci qui remporte 22,7 % des suffrages. 5 sièges ont été gagnés par Ciudadanos (centre droit) et 4 par le Parti socialiste catalan. À l'annonce de sa victoire, elle a affirmé que « l'espoir a gagné, le désir de changement a vaincu la campagne de la peur, de la résignation ». « J'ai toujours été dans le camp des perdants, je n'ai pas l'habitude de gagner, c'est étrange », a précisé Fernando Ramos, 63 ans, à l'Agence France Presse, ce dernier a assuré que le mouvement des « indignés » a été « un moteur de changement qui ne s'arrêtera pas ici ».

« Avec nous, les gens communs, ceux qui en général n'ont aucun pouvoir politique, social, médiatique, judiciaire, ont eu une opportunité historique », a déclaré Ada Colau qui vient de mettre un terme à 30 ans de domination des partis nationalistes et socialistes à Barcelone. Pour Jaime, « quelque chose de l'ancien système est en panne, endommagé. Les nouveaux partis ne vont pas éliminer les partis traditionnels, mais ils vont les obliger à changer et faire une autre politique. Je n'y crois pas beaucoup mais un peu », a-t-il expliqué à RFI.

A Madrid, la liste « Ahora Madrid » de Manuela Carmena, comprenant Podemos, a remporté 20 sièges,

contre 21 par le Parti populaire, le Parti socialiste possède 9 sièges, et Ciudadanos, 7 sièges. Cette ancienne juge pourrait diriger la mairie, par une alliance avec les socialistes et/ou le parti Ciudadanos, mettant fin à 23 années de gouvernance à droite.

« Il est clair que c'est la force qui souhaite le changement qui l'a emporté. Et cette force n'est pas un parti politique, c'est vous », s'est-elle félicitée sur les réseaux sociaux. Cette dernière tient à ne pas déroger à son programme qui est de lutter contre la corruption, de renforcer les transports en commun, d'aider les plus pauvres, d'ouvrir la gestion de la mairie aux citoyens.

Vers des négociations continues

« La prochaine législature municipale et régionale sera celle du dialogue et des accords », a indiqué aux médias, Carlos Floriano, un des dirigeants du PP. En effet, la droite perd une région qui passe au Parti socialiste (Éstrémadure, ouest) et en garde 12 sur les treize parties en campagne, mais le parti n'a aucune majorité absolue.

De son côté, Pedro Sanchez, secrétaire général du Parti socialiste, a expliqué que les Espagnols souhaitent une politique plus à gauche. Ce dernier a assuré qu'il appartiendra à son mouvement de faire en sorte qu'il y ait « des gouvernements progressistes » et « un changement sûr ».

Pour El País, « le PSOE accuse un grand recul dans les grandes villes » mais « pourra gouverner dans six régions de plus s'il parvient à des accords avec Podemos », le parti anti-libéral qui a confirmé « sa forte irruption » a été créé en janvier 2014 par un groupe d'enseignants en sciences politiques.

« Les partis au pouvoir ont eu les pires résultats de leur histoire », a réagi Pablo Iglesias, son leader, promettant « un changement irréversible ». Un changement qui passera également par Ciudadanos, nouvelle formation nationale de centre droit né en Catalogne. Ce parti s'est présentée dans un millier de mairies et a pu remporter la troisième place dans certaines municipalités, grâce à un discours jugé « moderne, favorable aux entrepreneurs, implacable sur la corruption ».

Parmi les rendez-vous culturels de la semaine

Débat sur les liens entre la philosophie réunionnaise et les philosophies africaines

Outre le colloque organisé du 26 au 28 mai à L'Étang-Salé par le CCEE (Conseil de la culture de l'éducation et de l'environnement) sur l'éducation populaire, puis le lancement de la Semaine européenne du développement durable (du 30 mai au 5 juin), voici quelques informations sur des rendez-vous culturels de cette semaine (la 22ème de l'année 2015, du lundi 25 au dimanche 31 mai), reçues et transmises par le Cercle Philosophique Réunionnais, présidé par Jean Viracaoundin.



Jacques Vigne.

- Le lundi 25 mai de 9h à midi au Centre Samsara (1 bis chemin balance Rivière du mât les hauts à Bras-Panon) aura lieu un atelier art de vivre sur le thème : «Potentialiser son intelligence Affective». Pour retrouver et savourer le goût des émotions les plus enrichissantes : vitalité, bien-être, passion, équilibre, aisance, détente, légèreté, douceur, intensité, harmonie... Intervenante : Marie-Claude Firminy. Tarif : 30 euros. Inscription au 0692.13.67.08 biodanzareunion@yahoo.fr
- Cette semaine, les Amis de l'Université vous proposent trois conférences de Gilles Ferréol, Professeur à l'Université de Franche-Comté :
 - La délinquance juvénile, le mardi 26 mai, 18h 15, au Centre culturel Lucet-Langenier, à Saint-Pierre.
 - Adolescence et toxicomanie, le mercredi 27, 18h 15, à Lespas culturel Leconte-de-Lisle, à Saint-Paul.
 - L'enfance maltraitée, le jeudi 28, 18h 30, Salle Canter, Campus de Moufia, Université de La Réunion, à Saint-Denis., en collaboration avec le Service Universitaire Art & Culture (présentation R. Dubois). Contact : Philippe Guillot - 02 62 59 91 96; 06 92 56 94 00 - site -nternet : <http://ph.guillot.voila.net>
- Le mercredi 27 mai à 20h à la Cerase, à Saint-Paul (1, rue Eugène Dayot), Le café citoyen l'Arcadie de La Réunion et l'association TERLA vous invitent à un débat : "Le chan-

gement climatique, à la Réunion comme ailleurs : quelles conséquences?". La Conférence sur le climat (COP 21) aura lieu en décembre 2015 à Paris. Réfugiés climatiques en constante hausse, zones menacées de disparition, catastrophes naturelles : autant de réalités nouvelles qui interpellent aussi bien les scientifiques que les responsables politiques et les citoyens. Quels sont les impacts prévisibles du changement climatique, notamment à La Réunion ? Quelle est la part de responsabilité de l'Homme ? Comment peut-il atténuer et s'adapter à ces changements ? Le débat sera introduit par Jules Dieudonné, ingénieur, formé à cette problématique au sein de l'association d'Al Gore, Climate Project.

- Le vendredi 29 mai à 18h à la Médiathèque Benoîte Boulard du Port, le Cercle Philosophique Réunionnais animera une conférence-débat à l'occasion de la Journée internationale de l'Afrique sur le thème : les liens entre la philosophie réunionnaise et les philosophies africaines.

- Par ailleurs, cette année 2015 verra la concrétisation d'un projet singulier : la 1ère Journée Internationale du Yoga, qui se déroulera le dimanche 21 juin au Jardin de l'État, à Saint Denis, de 9 heures à 18 heures. À cette occasion, divers intervenants apporteront leurs contributions, dont le Docteur Jacques Vigne, médecin psychiatre, conférencier et écrivain. Vivant en Inde depuis plus de trente années, le Dr Jacques Vigne sera présent à La Réunion du 18 au 21 juin.

Kopérativ intégral la katalogn, konm in manyèr pou vanj kont la kriz é pou arnouvé la sosyété

Mi sipoz, konm moin, zot lé pa pou lo kapitalis sovaz doublé avèk lo néokolonyalis k'i fé rès anou dann in sityasionn dévlopman manké. Mi majine, konm moin, zot la konstat La Rényon nana in bonpé posibilité mé nout l'ékonomi la pankor nyabou dékolé. L'èr-la zot i agard in pé partou pou rode in bon sistèm l'ékonomi pou nout péi. E zot i ariv pa trouv in bon modèl i konvien anou. Mi sort rann amoin kont na in modèl i dat pa dopi lontan, i apèl modèl kopérativ intégral La Catalogne é mi propoz azot, bann léktèr nout journal Témoignaz, bien analiz modèl-la san plak ali konm li lé dsi nout réalité rényonéz, mi kroi ni pé anrishi nout réfléksyon par raport so modèl-la.

Georges Gauvin la tradui an kréol rényoné in l'artik la pass dann zournal samdi pasé

Kosa i lé Lo kopérativ intégral péi La Katalogn(CIC) ? Nana plizyèr milyé d'moun zordi la-dan. Pou moin, a lé konm in kékshoz éstra-ordinèr, in projé l'avan-gard dann in péi « fatigué avèk sak i apèl La Kriz – mé avèk in l'ékonomi bien kosto, par raport son manyèr avansé, dann. son dévlopman... I fo kroi sa in bon modèl, vi ké plizyèr kopérativ intégral lé éné dann plizyèr réjyon l'Espagn épi dan La Frans galman, dann la vil Toulouz épi dann l'éko-rézo dann péi nanté.

L'otozéstyon konm prinsip la roganizasyon

Kopérativ intégral dann péi Katalan, sa sé in zoutiy pou ronouvèl la sosyété : « in kopérativ intégral i lès pa l'éta ni bann bank mète la min dsi zot. ». In striktir otozéré. Arzout èk sa li lé bazé dsi in roganizasyon an rézo(EkoXarxès konm i apèl sa dann la lang kalalan) avèk in rogroupman bann kopérativ pou la konsomasyon, la prodiksyon,, épi lo lojman, épi ankor l'oto-finansman. E tou s'ki s'ansui...

Sa in vré kopérativ pars sé in projé i amenn l'otozéstyon ékonomik égalman politik avèk in partisipasyon pèrsonèl pou tout domoun. Sa sé in sistèm intégral pars li bazé dsi tout bann zéléman baz in l'ékonomi : la prodiksyon, la konsomasyon, lo finansman, é aplis avèk son prop moné li la invanté.

Koman sa i marsh an rézo ?

Pou dir la vérité, la kopérativ

katalane i marsh an rézo : li rogroup in gran kantité kopérativ avèk shakinn son espésyalité, sansa son bann espésyalité, son projé koléktif, son bann l'antropriz épi son bann l'inisyativ konm i di alternativ., Dépi o ba ziska lo o, nana bann projé otonome, épizaprè bann kopérativ intégral lokal(pou in kartyé, in vilaz,..) aprésa nana bann projé bio-intégral (in komine, in valé..). (...) Astèr la kopérativ intégral sé l'androi pou mète an plas bann moiyn pou kolaboré épi bann moiyn koléktif pou donn favèr épi épi fé lo konèk ansanm avèk bann projé lokal.

In manyèr marshé désantralizé

Donk la roganizasyon épi o fonksyoneman lé désantralizé épi shak sélil lé otonome. Shak nivo i pran bann désizyon dann l'AG rouvèr pou toulmoun mèm sak i aparien pa la kopérativ. In prinsip inportan : la kopérativ sé in milyé rouvèr...

I shèrch l'akor rant tout

Dann shak rényon i pran bann désizyon avè lo z'akor toulmoun (i pran in désizyon si pèrsoné lé pa kont) é zamé suivan lo majorité d'voi. An prinsip I fo néna in konsansus pou réspèk l'opinyon toulmoun – I réspèk la diversité – pou an avoir in group bien soudé é pou in dévlopman maksimom lo bann projé... Si I blok, kosa I fé ? I pran pal o désizyon, i travay dsi in solisyon ziska toulmoun lé dakor... na poin la-dan in majorité avè in

minorité an prinsip.

In Robin dé boi modern

In n'afèr ni doi di avan la fin sé ké in militan, i apèl Enric Duran, lo Robin dé Boi modern la trouv l'idé-la. Li té i vé dénon lo sistèm la bank é dann l'ané 2008, li la parti anprète l'arzan dann tout bank, ziska in domimilyon l'éro san k'i domann ali in papyé pou zistifyé son solvabilité, é san ké bann bank i vérifyé kékshoz.. Li la pa pran lo l'arzan pou li, li la arvèrs sa bann mouvman sosyal. Epi bann projé kont lo kapitalis.

NB Si sa i intèrès azot, zot i pé alé dsi internet pou pran ransègnman épi oir par zopt mlèm si sé in sistèm pou la libérasyon ou sinon kont la libérasyon. Aprésa zot i pé osi diskit rant kamarad pou oir si sa lé valab pou nou, par raport isi La Rényon, bann kapitalis sé pa in bann patriyot rényoné, é ousa bann shèf d'antropriz i mank bokou sof désèrtènn bransh. La pa pou rien, sanm pou moin ké bann kopérativ intégral i dévlop par isi par la-ba dann l'espagn épi dann l'erop. La kopérati pou apré lo kapitalis ? Alon pa tro vit, mé i fo ni romark bien dsi la késtyonn prodiksyon, pou ashtë, vann, rodistribyé nan a zordi in bann sistèm alternatif-in bann modèl ékolozik, dann kla solidarité épi la proximité – é sa i fo ni tienbo kont.

Oté

Poukoué i fé an misouk !

Kosa lo présidan la di mandoné si la républik ? Kan li la di konm sa, a mwin présidan... a mwin présidan... zot i an souvyin pi ? Pètèt lé lwil, sépousa ni koné pi. A mwin in kozman la rotoni mon latansyon kan li la di konm sa : a mwin présidan mi vé in « républik iréprosab ». Sanm pou mwin li la koz tro vit, minm èk li lo républik néna boubou. Bann vié i di touzour avan kozé « tourn out lang bon pé fwa dann out bous » sa lé valab pou nou mé lé valab osi pou lé zot. Zot la sirman antandi parlé, d'in madam déor ki soré sispékté d'in détournman larzan ?

Mi di byin èl i soré sispékté, mi répèt sak zournal i di, sominn dérné zournal té i parl ryink dé sa. Lo madam té i travay pou in gran ladministrasyon, i prètan pou in oui pou in non èl té i apèl taksì, néna pou o mwin 40000 éro taksì pou 6 mwa, i fé bokou. Son zanfan osi la tiliz lo taksì pou son bozwil pèrsonèl, la néna pou 7000 éro. Tout ansanm néna pou zoué. Tousala lé koni zordi, lo madam an késtyon té oblizé démisyoné é i prètan èl i sar rann lo larzan. Lé normal vik lo présidan i vé inn républik iréprosab.

Zot va di a mwin, si lo madam la foté, li dwa pèyé, lé normal i domann a li dé kont. Mé orozman tanzaot la républik néna gran kèr èk désertin, la républik i abandonn pa son zanfan, son syinn, la républik néna rokonésans èk in pé. Konm pinisyion lo madam la artrouv travay dann in ot ladministrasyon. Pa ninport dé ki la artrouv travay pou li, in minis. Mi domann a mwin si lété pou in volèr poul, si lété pou in volèr lapin kisa noré rod travay ? Si la républik lé pa malad, si li na pwin boubou, dizon li na la fièv. Sinon poukoué i fé tousala an misouk !

Justin

Kosa in shoz ? Dovine dovinaye !

I karès amoin èk son shové !